

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

Art. 13. De ministers zijn, elk wat hem betreft, bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.
Namen, 15 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—————

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1098

[2005/201205]

**15 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Commissariat wallon
E-Administration-Simplification, en abrégé "EASI-WAL"**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 2005;

Vu le protocole n° 447 du Comité de secteur XVI, établi le 23 mars 2005;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé auprès du Gouvernement wallon un Commissariat wallon E-Administration-Simplification, en abrégé "EASI-WAL", ci-après dénommé le Commissariat.

Le Commissariat est placé directement sous l'autorité du Ministre-Président. Il est créé pour la durée des missions visées à l'article 2 et n'est pas constitué comme entité permanente.

Les membres du personnel du Commissariat engagés sous contrat de travail le sont en application de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, § 3 et § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Art. 2. Le Commissariat a pour missions :

1^o de mettre en œuvre les actions de simplification administrative et d'e-Gouvernement décidées par le Gouvernement;

2^o de mener un travail de veille dans les domaines visés au 1^o en vue de proposer éventuellement de nouvelles actions à mettre en œuvre;

3^o de mener un travail d'amélioration de la lisibilité des textes décrets et réglementaires, des formulaires et documents administratifs;

4^o de fournir aux services du Gouvernement wallon des conseils méthodologiques en matière de simplification administrative et de mise en place de l'e-Gouvernement.

Art. 3. § 1^{er}. Sous l'autorité du Ministre-Président, le commissaire est chargé de la mise en œuvre des missions qui sont confiées au Commissariat.

§ 2. Le commissaire est chargé de faire rapport trimestriellement sur ses missions au Ministre-Président; il est également chargé de transmettre un rapport annuel au Gouvernement wallon par l'intermédiaire du Ministre-Président.

§ 3. Dans le cadre de ses missions, le commissaire informe le Ministre-Président de tous les éléments susceptibles de présenter un intérêt pour la politique de simplification administrative, d'e-Gouvernement et de lisibilité et lui fait toute proposition qui lui paraît utile.

Art. 4. § 1^{er}. Le personnel du Commissariat comprend un commissaire (rang A3) et deux commissaires adjoints (rang A4) désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président pour une durée de cinq ans, éventuellement renouvelable.

§ 2. Le personnel du Commissariat comprend en outre 14 personnes de niveau 1, trois personnes de niveau 2+ et une personne de niveau 2 désignées par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président.

Art. 5. § 1^{er}. La commission de sélection pour les fonctions de commissaire et de commissaire adjoint comprend un représentant du Ministre-Président qui la préside, un représentant des Ministres Vice-Présidents, un représentant du Ministre de la Fonction publique, quatre représentants des partenaires sociaux présents au CESRW et au moins une personne reconnue pour ses compétences en matière de simplification administrative ou en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le profil de compétences est approuvé par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président.

La commission entend les personnes qui ont introduit une candidature répondant aux exigences du profil de compétences pour la fonction postulée.

La commission classe les personnes candidates en deux catégories selon qu'elles conviennent ou pas pour la fonction et transmet son classement motivé au Ministre-Président.

§ 2. La commission de sélection pour les autres fonctions comprend outre les représentants des membres du Gouvernement identifiés au § 1^{er} ci-dessus, le commissaire et les commissaires-adjoints. Le représentant du Ministre-Président préside également cette commission. La commission entend les personnes qui ont introduit une candidature répondant aux exigences du profil de compétences pour la fonction postulée. Les profils sont préalablement adoptés par le Ministre-Président.

§ 3. Les personnes déjà titulaires d'un emploi non situé au niveau 1, au sein du Commissariat à la Simplification administrative créé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 ou au sein de la cellule "Wall on Line" pourront faire acte de candidature à une fonction similaire au Commissariat et être désignées sans devoir être entendues par la commission de sélection.

§ 4. La procédure d'appel aux candidatures, de sélection et d'engagement de personnel contractuel pour le Commissariat, que ce soit pour besoins exceptionnels et temporaires pour l'exécution de tâches spécifiques ou de tâches qui intègrent des connaissances techniques de haut niveau, répond aux dispositions suivantes :

1° l'article 4, § 4, et l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ne sont pas applicables aux membres du personnel contractuel visés à l'article 4 du présent arrêté;

2° l'engagement des membres du personnel contractuel visés à l'article 4 du présent arrêté est soumis à la publication d'un appel à candidats, à une description d'un profil de compétence, à l'instauration d'une commission de sélection et à une décision motivée en la forme, visant l'admissibilité des candidats et leur sélection.

Art. 6. Peuvent faire partie du personnel du Commissariat :

1° les agents des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne. Ces agents sont mis à disposition du Commissariat conformément au chapitre XII du livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. Lors de leur première mise à disposition, ils sont soumis à une période d'essai de six mois;

2° les membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 précité, qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée;

3° les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, font partie de la cellule "Wall on line" constituée au sein du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne pour concevoir et mettre en œuvre les projets en matière d'e-Gouvernement;

4° les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, font partie du personnel du Commissariat à la Simplification administrative créé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif au Commissariat à la Simplification administrative.

Les membres du personnel contractuel identifiés aux points 2° et 3° ci-dessus pourront bénéficier d'une suspension conventionnelle de leur contrat de travail à durée indéterminée conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Si les besoins en personnel du Commissariat ne peuvent être rencontrés par l'engagement ou la mise à disposition de personnes identifiées aux points 1° à 4° ci-dessus, il pourra être fait appel à des candidatures externes à la Fonction publique wallonne.

Art. 7. Hormis les titulaires des fonctions identifiées à l'article 4, § 1^{er}, et hormis les agents mis à disposition du Commissariat dans un grade de leur rang, les personnes engagées sous contrat le sont pour un travail nettement défini conformément aux dispositions des articles 9 à 11 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Leur travail est lié aux missions confiées au Commissariat par le Gouvernement.

Art. 8. Les contrats de travail portant sur des fonctions nouvelles sont soumis à une période d'essai conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi du 3 juillet 1978 précitée.

Art. 9. Le personnel du Commissariat qui ne fait pas partie des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, bénéficie d'une rémunération fixée comme suit dans les échelles applicables au personnel des Ministères.

Le commissaire bénéficie de l'échelle de traitement A3. Il bénéficie en outre d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour le Chef de Cabinet adjoint par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Les commissaires adjoints bénéficient de l'échelle de traitement A4 ou A4S. Ils bénéficient en outre d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour le Conseiller par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Les membres du personnel de niveau 1 visés à l'article 4, § 2, bénéficient de l'échelle de traitement A6, A6S, A5 ou A5S selon le diplôme dont ils sont porteurs et qui a été exigé lors de l'appel aux candidatures. Toutefois, les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, font partie de la Cellule "Wall-on-Line" et bénéficient d'une échelle de traitement A4S ou A5S, pourront continuer à en bénéficier dans la nouvelle structure si elles y sont engagées au terme de la sélection.

Les membres du personnel de niveau 1 visés à l'article 4, § 2, bénéficient en outre d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour un attaché par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Le personnel de niveau 2+ visé à l'article 4, § 2, bénéficie de l'échelle de traitement B3. Il bénéficie en outre d'une allocation annuelle prévue pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Le personnel de niveau 2 visé à l'article 4, § 2, bénéficie de l'échelle de traitement C3. Il bénéficie en outre d'une allocation annuelle prévue pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Art. 10. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 4 a déjà la qualité d'agent statutaire ou de contractuel des services du Gouvernement ou d'un organisme d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 en ce compris les personnes déjà en fonction au sein du Commissariat à la simplification administrative ou de la cellule Wall on Line, il est soit mis à disposition, soit engagé dans les liens d'un nouveau contrat de travail à durée déterminée ou pour un travail nettement défini.

§ 2. A l'exception des personnes désignées pour occuper les fonctions identifiées à l'article 4, § 1^{er}, et dont l'échelle de traitement est celle du rang qui leur est attribué, les contractuels des services du Gouvernement ou d'un organisme d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 conservent, au même titre que les agents statutaires, leur échelle de traitement augmentée de l'allocation visée à l'article 11.

Les membres du personnel de niveau 1 visés à l'article 4, § 2, bénéficient de l'échelle de traitement A6, A6 S, A5 ou A5S selon le diplôme dont ils sont porteurs et qui a été exigé lors de l'appel aux candidatures.

§ 3. La situation pécuniaire des agents statutaires ou des contractuels du Commissariat qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue à l'article 11; lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne le rembourse au service d'origine. Il en est de même en ce qui concerne l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables dans l'organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée du supplément d'allocation, prévus à l'article 9.

Art. 11. Il est accordé aux agents statutaires et aux contractuels issus des services du Gouvernement wallon ou d'un organisme soumis au décret du 22 janvier 1998 précité et mis à disposition ou engagés au Commissariat une allocation fixée comme suit :

Le commissaire bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour le Chef de Cabinet adjoint par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Les commissaires adjoints bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour le conseiller par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Les agents statutaires et les contractuels de niveau 1 visés à l'article 4, § 2, autres que le commissaire et les commissaires adjoints, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour un attaché par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Les agents statutaires et les contractuels des niveaux 2+ et 2 visés à l'article 4, § 2, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour un agent d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité.

Art. 12. Le personnel du Commissariat ne peut bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que les allocations visées aux articles 9 et 11 du présent arrêté.

Art. 13. Sans préjudice de l'article 12, le personnel visé à l'article 4 bénéficie des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 14. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour le personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis au Code de la Fonction publique wallonne en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun sont applicables mutatis mutandis au personnel du Commissariat.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée au personnel visé à l'article 4 en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 précité; le montant de l'indemnité est équivalent :

- a) à l'indemnité de Chef de Cabinet adjoint pour le commissaire;
- b) à l'indemnité de Conseiller pour les commissaires adjoints;
- c) l'indemnité d'Attaché pour les agents statutaires ou les contractuels de niveau 1 visés à l'article 4, § 2;
- d) à l'indemnité d'agent d'exécution pour les agents statutaires ou les contractuels des niveaux 2+ et 2 visés à l'article 4, § 2.

L'indemnité est due par mois à terme échu, elle est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

Art. 15. Les allocations visées aux articles 9 et 11 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12^e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes.

Art. 16. Dans l'attente de la prise en charge de l'ensemble des rémunérations par le budget du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, délégation est accordée au Secrétaire du Gouvernement pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01 du titre II du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux rémunérations et aux indemnités du personnel visé à l'article 4.

Art. 17. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de celles-ci, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 74.06 du titre II du programme 04 de la division organique 09 et sur les allocations de base 12.08, 12.11, 12.14 et 30.09 du titre 1^{er} et l'allocation de base 74.03 du titre II du programme 02 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne, ainsi que sur toutes nouvelles allocations qui seraient créées au sein du programme 04 de la division organique 09 du budget de la Région wallonne :

- secrétaire du Gouvernement : 31.000 euros;
- commissaire : 5.000 euros.

Art. 18. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel au Commissariat et de l'administration salariale des indemnités et allocations accordés au personnel visé à l'article 4 ainsi que de la charge des titres-repas s'il échet. Dans l'attente de la prise en charge des rémunérations de l'ensemble du personnel par le budget du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, le Service permanent d'assistance en matières administrative et pécuniaire des Cabinets est également chargé de la gestion de ces rémunérations.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matières administrative et pécuniaire des Cabinets pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué imputable sur l'allocation de base 11.01 du titre 1^{er} du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux rémunérations, indemnités et allocations versées au personnel visé à l'article 4.

Art. 19. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif au Commissariat à la simplification administrative est abrogé.

Art. 21. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 avril 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1098

[2005/201205]

15. APRIL 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über das "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (wallonisches Commissariat E-Verwaltung-Vereinfachung), abgekürzt "EASI-WALL"

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des am 23. Februar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 24. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. März 2005 aufgestellten Protokolls Nr. 447 des Sektorenausschusses XVI;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Wallonischen Regierung wird ein "Commissariat wallon E-Administration-Simplification", abgekürzt "EASI-WALL" und hierunter "das Commissariat" genannt, eingerichtet.

Das Commissariat steht direkt unter der Aufsicht des Minister-Präsidenten. Es wird für die Dauer der in Artikel 2 erwähnten Aufgaben und nicht als ständige Einheit gebildet.

Die mit einem Arbeitsvertrag angestellten Personalmitglieder des Commissariats werden in Anwendung von Artikel 2, § 1, 1°, 2° und 4°, § 3 und § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder angestellt.

Art. 2 - Das Commissariat hat als Aufgabe :

1° die durch die Regierung beschlossenen Maßnahmen zur administrativen Vereinfachung und E-Regierung auszuführen;

2° die Entwicklungen in den unter 1° erwähnten Bereichen zu beobachten, um ggf. neue Maßnahmen vorzuschlagen;

3° eine Arbeit zur Verbesserung der Lesbarkeit der Dekrets- und verordnungsrechtlichen Bestimmungen, der Formulare und Verwaltungsunterlagen vorzunehmen;

4° den Dienststellen der Wallonischen Regierung methodologische Ratschläge in Sachen administrative Vereinfachung und Einführung der E-Regierung zu geben.

Art. 3 - § 1. Unter der Aufsicht des Minister-Präsidenten wird der Kommissar mit der Durchführung der dem Commissariat anvertrauten Aufgaben beauftragt.

§ 2. Der Kommissar wird damit beauftragt, dem Minister-Präsidenten quartalsweise Bericht zu erstatten; er wird ebenfalls beauftragt, der Regierung durch Miteinschaltung des Minister-Präsidenten einen jährlichen Bericht zu übermitteln.

§ 3. Im Rahmen seiner Aufgaben informiert der Kommissar den Minister-Präsidenten über alle Elemente, die für die Politik im Bereich der administrativen Vereinfachung, der E-Regierung und der Lesbarkeit von Interesse sein können; er unterbreitet ihm jeglichen Vorschlag, den er für notwendig hält.

Art. 4 - § 1. Das Personal des Commissariats besteht aus einem Kommissar (Rang 3) und zwei beigeordneten Kommissaren (Rang A4), die durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Minister-Präsidenten für einen eventuell erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren bezeichnet werden.

§ 2. Das Personal des Commissariats umfasst außerdem 14 Personen der Stufe 1, drei Personen der Stufe 2+ und eine Person der Stufe 2, die durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Minister-Präsidenten bezeichnet werden.

Art. 5 - § 1. Der Auswahlausschuss für die Funktionen als Kommissar und als beigeordneter Kommissar besteht aus einem Vertreter des Minister-Präsidenten, der dessen Vorsitz führt, einem Vertreter der Minister-Vizepräsidenten, einem Vertreter des Ministers des öffentlichen Dienstes, vier Vertretern der im Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region stehenden Sozialpartner und mindestens aus einer Person, die für ihre Sachverständigkeit in Sachen administrative Vereinfachung oder in Sachen neue Information- und Kommunikationstechnologien anerkannt ist.

Das Kompetenzprofil wird durch die Regierung auf Vorschlag des Minister-Präsidenten genehmigt.

Der Ausschuss hört die Personen an, die eine Bewerbung eingereicht haben, die den Anforderungen des Kompetenzprofils für die entsprechende Funktion genügt.

Der Ausschuss stuft die Bewerber in eine der folgenden beiden Kategorien ein: passt für die Funktion oder passt nicht für die Funktion. Er übermittelt dem Minister-Präsidenten seine begründete Einstufung.

§ 2. Der Auswahlausschuss für die anderen Funktionen umfasst außer den im vorstehenden § 1 genannten Vertretern der Mitglieder der Regierung den Kommissar und die beigeordneten Kommissare. Der Vertreter des Minister-Präsidenten führt ebenfalls den Vorsitz dieses Ausschusses. Der Ausschuss hört die Personen an, die eine Bewerbung eingereicht haben, die den Anforderungen des Kompetenzprofils für die entsprechende Funktion genügt. Die Profile sind vom Minister-Präsidenten vorher angenommen worden.

§ 3. Die Personen, die schon Inhaber einer Stelle außerhalb der Stufe 1 im durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 gebildeten Kommissariat für administrative Vereinfachung oder in der Zelle "Wall on Line" sind, sind berechtigt, sich um eine gleiche Funktion im Kommissariat zu bewerben und dort bezeichnet zu werden, ohne vom Auswahlausschuss angehört zu werden.

§ 4. Das Verfahren für den Aufruf an die Bewerber, die Auswahl und die Anstellung von Vertragspersonal für das Kommissariat, ob es für außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf für die Ausführung von spezifischen Aufgaben oder für Aufgaben, die hochwertige technische Fachkenntnisse erfordern, genügt den folgenden Bestimmungen:

1° Artikel 4, § 4 und Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder sind nicht auf die in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Vertragspersonalmitglieder anwendbar;

2° die Anstellung der in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Vertragspersonalmitglieder untersteht der Veröffentlichung eines Bewerberaufrufs, einer Beschreibung eines Kompetenzprofils, der Einführung eines Auswahl-ausschusses und einem förmlich begründeten Beschluss im Hinblick auf die Zulässigkeit der Bewerber und deren Wahl.

Art. 6 - Die folgenden Personen können dem Personal des Kommissariats angehören:

1° die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, unterliegen. Diese Bediensteten werden gemäß Kapitel XII vom Buch III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zur Verfügung des Kommissariats gestellt. Bei ihrer ersten Zurverfügungstellung sind sie einer sechsmonatigen Probezeit unterworfen;

2° die Vertragspersonalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der dem vorgenannten Dekret vom 22. Januar 1998 unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, die einen unbefristeten Vertrag haben;

3° die Personen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses der Zelle "Wall on Line" angehören, die innerhalb des Generalsekretariats der Wallonischen Region gebildet wurde, um die Projekte im Sachen E-Regierung zu planen und auszuführen;

4° die Personen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses dem Personal des Kommissariats für administrative Vereinfachung, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über das Kommissariat für administrative Vereinfachung errichtet wurde, angehören.

Die in den vorstehenden Punkten 2° und 3° genannten Vertragspersonalmitglieder haben Anspruch auf eine vertraglich festgelegte Aussetzung ihres unbefristeten Arbeitsvertrags gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge.

Wenn der Personalbedarf des Kommissariats durch die Anstellung oder die Zurverfügungstellung der in den vorstehenden Punkten 1° bis 4° genannten Personen nicht gedeckt werden kann, kann ein Aufruf an Bewerber, die nicht dem wallonischen öffentlichen Dienst angehören, vorgenommen werden.

Art. 7 - Außer den Inhabern der in Artikel 4, § 1 genannten Funktionen und außer den in einem Dienstgrad ihres Ranges zur Verfügung gestellten Bediensteten werden die vertraglichen angestellten Personen für eine genau bestimmte Arbeit gemäß den Bestimmungen von Artikeln 9 und 11 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge angestellt. Ihre Arbeit wird mit den Aufgaben verbunden, die die Regierung dem Kommissariat anvertraut.

Art. 8 - Die Arbeitsverträge, die sich auf neue Funktionen beziehen, werden gemäß den Bestimmungen von Artikel 67 des vorerwähnten Gesetzes vom 3. Juli 1978 einer Probezeit unterworfen.

Art. 9 - Das Personal des Kommissariats, das dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehört, erhält eine Entlohnung, die gemäß den nachstehenden, auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird.

Der Kommissar bezieht ein Gehalt der Stufe A3. Außerdem bezieht er eine jährliche Zuwendung, die der für den beigeordneten Kabinettschef durch Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht.

Die beigeordneten Kommissare beziehen das Gehalt der Stufe A4 oder A4S. Außerdem beziehen sie eine jährliche Zuwendung, die der für den Berater durch Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht.

Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitglieder der Stufe 1 beziehen das Gehalt der Stufe A6, A6S, A5 oder A5S, je nach dem Diplom, das sie haben und das bei dem Anruf an die Bewerber erfordert war. Die Personen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses der Zelle "Wall-on-Line" angehören und ein Gehalt der Stufe A4S oder A5S beziehen, können jedoch in der neuen Struktur weiterhin auf diese Stufe Anspruch haben, wenn sie am Ende der Auswahl darin eingestellt worden sind.

Außerdem beziehen die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitglieder der Stufe 1 eine jährliche Zuwendung, die der für einen Attaché durch Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht.

Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitglieder der Stufe 2+ beziehen das Gehalt der Stufe B3. Außerdem beziehen sie eine jährliche Zuwendung, die der für das Ausführungspersonal durch Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht.

Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitglieder der Stufe 2 beziehen das Gehalt der Stufe C3. Außerdem beziehen sie eine jährliche Zuwendung, die der für das Ausführungspersonal durch Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht.

Art. 10 - § 1. Wenn die in Artikel 4 erwähnten Personalmitglieder schon die Eigenschaft eines statutarischen Bediensteten oder eines Vertragsbediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder einer dem Dekret vom 22. Januar 1998 unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses haben, einschließlich der schon innerhalb des Kommissariats für administrative Vereinfachung oder der Zelle "Wall-on-Line" amtierenden Personen, werden sie entweder zur Verfügung gestellt oder unter der Abhängigkeit eines neuen befristeten Arbeitsvertrags oder für eine genau bestimmte Arbeit angestellt.

§ 2. Mit Ausnahme der Personen, die bezeichnet werden, um die in Artikel 4, § 1 genannten Funktionen auszuüben, und deren Gehaltsstufe diejenige des Rangs ist, der ihnen gewährt wird, erhalten die Vertragspersonalmitglieder der Regierung oder einer dem Dekret vom 22. Januar 1998 unterstehenden Einrichtung öffentlichen Interesses wie die statutarischen Bediensteten ihre Gehaltsstufe, die um die in Artikel 11 erwähnte Zuwendung erhöht wird.

Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitglieder der Stufe 1 beziehen das Gehalt der Stufe A6S, A5 oder A5S, je nach dem Diplom, das sie haben und das bei dem Anruf an die Bewerber erfordert war.

§ 3. Die Besoldungslage der statutarischen Bediensteten oder der Vertragsbediensteten des Kommissariats, die ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, trotzdem einem Ministerium, einer staatlichen Dienststelle, einer anderen Dienststelle, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten staatlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer im Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts, oder einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung angehören, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber mit der Auszahlung des Gehaltes einverstanden ist, bezieht der Betroffene die in Artikel 11 vorgesehene jährliche Zuwendungszulage; wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, erstattet die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Bediensteten des Kommissariats, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zulage und Entschädigung zurück, gemäß den auf die Bediensteten in ihrer ursprünglichen Dienststelle anwendbaren Bestimmungen berechnet, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberlasten;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die das Gehalt ersetzende jährliche Zuwendung, zuzüglich der Zuwendungszulage, die in Artikel 9 vorgesehen sind.

Art. 11 - Den statutarischen Bediensteten und den Vertragsbediensteten, die aus den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder einer dem vorgenannten Dekret vom 22. Januar 1998 unterstehenden Einrichtung öffentlichen Interesses stammen und zur Verfügung des Kommissariats gestellt oder in das Kommissariat eingestellt werden, wird eine wie folgt berechnete Zuwendung gewährt:

Der Kommissar bezieht eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 für einen beigeordneten Kabinettschef vorgesehen ist.

Die beigeordneten Kommissare beziehen eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 für einen Berater vorgesehen ist.

Die neben dem Kommissar und den beigeordneten Kommissaren in Artikel 4 § 2, erwähnten Bediensteten der Stufe 1 beziehen eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 für einen Attaché vorgesehen ist.

Die in Artikel 4, § 2, erwähnten Bediensteten der Stufen 2+ und 2 beziehen eine jährliche Zuwendung, die in Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 für einen ausführenden Bediensteten vorgesehen ist.

Art. 12 - Die Bediensteten des Kommissariats können keine andere Gehaltsergänzung als die in den Artikeln 9 und 11 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen beziehen.

Art. 13 - Vorbehaltlich des Artikels 12 beziehen die in Artikel 4 erwähnten Bediensteten Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- und die Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung in der Höhe und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Art. 14 - § 1. Die Bestimmungen, die für das Personal der wallonischen Ministerien und Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Bezug auf mit Dienstfahrten und mit der Benutzung von öffentlichen Verkehrsmitteln verbundene Aufenthaltskosten und Dienstfahrtkosten unterliegen, sind mutatis mutandis auf die Bediensteten des Kommissariats anwendbar.

§ 2. Eine jährliche pauschale Vergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 4 erwähnten Bediensteten als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 22, § 3, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 vorgesehenen Vergütungen festgesetzt; der Betrag der Vergütung entspricht:

- a) der Vergütung für einen beigeordneten Kabinettschef, was den Kommissar betrifft;
- b) der Vergütung für einen Berater, was die beigeordneten Kommissare betrifft;
- c) der Vergütung für einen Attaché, was die in Artikel 4, § 2 erwähnten statutarischen oder Vertragsbediensteten der Stufe 1 betrifft;
- d) der Vergütung für einen ausführenden Bediensteten, was die in Artikel 4, § 2 erwähnten statutarischen oder Vertragsbediensteten der Stufen 2+ und 2 betrifft.

Die Vergütung ist pro Monat und nachträglich zu zahlen und wird während der Abwesenheitszeiten, die dreißig Kalendertage nicht übersteigen, aufrechterhalten.

Art. 15 - Die in den Artikeln 9 und 11 erwähnten Vergütungen werden monatlich und nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung entspricht 1/12. des jährlichen Betrags. Wenn die monatliche Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie in Dreißigsteln ausgezahlt.

Art. 16 - In Erwartung der Übernahme der gesamten Entlohnungen durch den Haushalt des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird der Sekretär der Regierung bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt und den Vergütungen, die dem in Artikel 4 erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 17 - Die Inhaber der nachstehenden Ämter werden bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe bis zu den ihnen gegenüber stehenden Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendung 74.06 des Titels II des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 und auf die Basiszuwendungen 12.08, 12.11, 12.14 und 30.09 des Titels I des Programms 02 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region sowie auf jegliche neue Basiszuwendung, die innerhalb des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 des Haushaltsplanes der Wallonischen Region geschaffte würde, anrechenbar ist:

- Sekretär der Regierung: 31.000 Euro;
- Kommissar: 5.000 Euro.

Art. 18 - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird mit der administrativen Unterstützung in Bezug auf das Personal des Kommissariats und mit der Verwaltung der dem in Artikel 4 erwähnten Personal gewährten Gehälter, Vergütungen und Zuwendungen sowie ggf. die Lasten der Mahlzeitschecks beauftragt. In Erwartung der Übernahme der gesamten Entlohnungen durch den Haushalt des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten ebenfalls mit der Verwaltung dieser Entlohnungen beauftragt.

§ 2. Der für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten verantwortliche Berater wird bevollmächtigt, um jegliche von dem ersten oder dem beauftragten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Titels I des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt, den Vergütungen und den Zuwendungen, die dem in Artikel 4 erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 19 - Die weiter oben stehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten seine Befugnis, alle in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen, entzogen wird.

Art. 20 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über das Kommissariat für administrative Vereinfachung wird aufgehoben.

Art. 21 - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1098

[2005/201205]

15 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (Waals Commissariaat E-Bestuur-Vereenvoudiging), afgekort "EASI-WAL"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 februari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 23 februari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 februari 2005;

Gelet op het protocol nr. 447 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 23 maart 2005;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij de Waalse Regering een "Commissariat wallon E-Administration-Simplification", afgekort "EASI-WAL" opgericht.

Bedoeld Commissariaat staat rechtstreeks onder het gezag van de Minister-President. Het wordt opgericht voor de duur van de opdrachten bedoeld in artikel 2 en wordt niet samengesteld als permanente eenheid.

De personeelsleden van het Commissariaat worden in het kader van een arbeidsovereenkomst tewerkgesteld en dit overeenkomstig artikel 2, § 1, 1^o, 2^o en 4^o, § 3 en § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

Art. 2. Het Commissariaat heeft volgende opdrachten :

1° het uitvoeren van acties voor administratieve vereenvoudiging en van E-Regering-acties die door de Regering worden beslist;

2° het uitoefenen van bewakingsactiviteiten in de in 1° bedoelde domeinen om eventueel nieuwe uit te voeren acties voor te leggen;

3° het uitvoeren van elke verbetering van de leesbaarheid van de decreetgevende en reglementaire teksten, van de formulieren en administratieve documenten;

4° het verstrekken van methodologische raadgevingen inzake de administratieve vereenvoudiging en de installatie van de E-Regering aan de diensten van de Waalse Regering.

Art. 3. § 1. Onder het gezag van de Minister-President is de commissaris belast met de uitvoering van de opdrachten die aan het Commissariaat zijn toevertrouwd.

§ 2. De commissaris is elk kwartaal belast met de rapportering aan de Minister-President over de aangelegenheden waarvoor hij bevoegd is; hij maakt ook een jaarlijks verslag over aan de Waalse Regering via de Minister-President.

§ 3. In het kader van diens opdrachten licht de commissaris de Minister-President in over alle elementen die van belang zouden kunnen zijn voor het vereenvoudigingsbeleid in bestuurszaken en voor het beleid inzake E-Regering en leesbaarheid en legt voorstellen voor die hem nuttig lijken.

Art. 4. § 1. Het personeel van het Commissariaat bestaat uit een commissaris (rang A3) en twee adjunct-commissarissen (rang A4) die aangewezen worden door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister-President voor een eventueel hernieuwbare termijn van vijf jaar.

§ 2. Het personeel van het Commissariaat bestaat bovendien uit 14 personen van niveau 1, drie personen van niveau 2+ en één persoon van niveau 2 die aangewezen worden door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister-President.

Art. 5. § 1. De selectiecommissie voor de ambten van commissaris en adjunct-commissaris bestaat uit een vertegenwoordiger van de Minister-President die ze voorziet, een vertegenwoordiger van de Ministers-vicepresidenten, een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken, vier vertegenwoordigers van de sociale partners die op de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) aanwezig zijn en minstens een persoon die voor haar bevoegdheden inzake de administratieve vereenvoudiging of inzake de nieuwe informatie- of communicatietechnologieën erkend is.

Het bevoegdheidsprofiel wordt door de Regering op de voordracht van de Minister-President goedgekeurd.

De commissie hoort de personen die een kandidatuur hebben ingediend, die voldoet aan de eisen van de bevoegdheidsprofiel voor het gesolliciteerde ambt.

De Commissie is ermee belast de kandidaten te rangschikken in één van volgende twee categorieën naarmate ze voor het ambt al dan niet geschikt zijn en maakt haar met redenen omklede rangschikking aan de Minister-President over.

§ 2. Naast de vertegenwoordigers van de in § 1 bedoelde leden van de Regering bestaat de selectiecommissie voor de andere ambten uit de commissaris en de adjunct-commissarissen. De vertegenwoordiger van de Minister-President is ook de voorzitter van deze commissie. De commissie hoort de personen die een kandidatuur hebben ingediend, die voldoet aan de eisen van het bevoegdheidsprofiel voor het gesolliciteerde ambt. De profielen worden voorafgaand goedgekeurd door de Minister-President.

§ 3. De personen die al titularis zijn van een betrekking van een ander niveau dan niveau 1 in het Commissariaat voor administratieve vereenvoudiging opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 of in de cel "Wall on Line", zullen

zich kandidaat kunnen stellen voor een gelijkaardig ambt in het Commissariaat en aangewezen worden zonder door de selectiecommissie gehoord te worden.

§ 4. De procedure betreffende de oproep tot de kandidaten, de selectie en de aanwerving van contractueel personeel voor het Commissariaat voor buitengewone en tijdelijke behoeften voor de uitoefening van bijzondere taken of taken die technische kennis van hoog niveau vereisen, voldoet aan de volgende bepalingen :

1° artikel 4, § 4, en artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden zijn niet van toepassing op de in artikel 4 van dit besluit bedoelde contractuele personeelsleden;

2° de aanwerving van de in artikel 4 van dit besluit bedoelde contractuele personeelsleden vereist de bekendmaking van een oproep tot de kandidaten, een beschrijving van een bevoegdheidsprofiel, de instelling van een selectiecommissie en een vormelijk gemotiveerde beslissing waarin de toelaatbaarheid van de kandidaten en hun selectie bedoeld zijn.

Art. 6. De volgende leden mogen deel uitmaken van het personeel van het Commissariaat :

1° de leden van de diensten van de Regering of van de openbare instellingen onderworpen onder het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige openbare instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren. Deze personeelsleden worden ter beschikking gesteld van het commissariaat overeenkomstig hoofdstuk XVII van boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. Bij hun eerste terbeschikkingstelling worden ze onderworpen aan een proeftijd van zes maanden;

2° de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering of van de openbare instellingen onderworpen aan bovenvermeld decreet van 22 januari 1998 die een contract voor onbepaalde duur hebben;

3° de personen die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit deel uitmaken van de cel "Wall on Line" opgericht binnen het secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest om de projecten inzake de e-regering te ontwerpen en uit te voeren;

4° de personen die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit deel uitmaken van het personeel van het Commissariaat voor administratieve vereenvoudiging opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het Commissariaat voor Administratieve vereenvoudiging.

De in 2° en 3° bedoelde contractuele personeelsleden zullen een conventionele afwijking van hun arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur kunnen genieten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Als op de behoeften aan personeel van het Commissariaat niet kan worden ingespeeld door de aanwerving of de terbeschikkingstelling van de in 1° tot 4° bedoelde personen, kan een beroep worden gedaan op kandidaten die niet behoren tot het Waalse openbare ambt.

Art. 7. Naast de titularissen van de in artikel 4, § 1, bedoelde ambten en naast de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van het Commissariaat in een graad van hun rang worden de in het kader van een arbeidsovereenkomst tewerkgestelde personen aangeworven voor een duidelijk bepaalde taak overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 9 tot 11 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Hun werk is gebonden aan de opdrachten die door de Regering worden toevertrouwd aan het Commissariaat.

Art. 8. De arbeidsovereenkomsten op nieuwe ambten betrekking hebben, worden onderworpen aan een proeftijd overeenkomstig artikel 67 van bovenvermelde wet van 3 juli 1978.

Art. 9. De personeelsleden van het Commissariaat die niet deel uitmaken van de diensten van de Regering of meer in het algemeen van de overheidsdiensten, genieten een bezoldiging vastgesteld in de hiernavermelde loonschalen zoals van toepassing op het personeel van de Ministeries.

De commissaris geniet de loonschaal A3.

Daarnaast geniet hij een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een adjunct-kabinetschef bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering.

De adjunct-commissarissen genieten een loonschaal A4 of A4S. Ze genieten bovendien een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een adviseur bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

De personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, genieten de loonschaal A6, A6S, A5 of A5S volgens het diploma waarvan ze houder zijn en dat bij de oproep tot de kandidaten vereist is. De personen die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit deel uitmaken van de cel "Wall on Line" en die een loonschaal A4S of A5S genieten, zullen evenwel deze loonschaal in de nieuwe structuur verder genieten als ze er na selectie tewerkgesteld worden.

De personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, genieten daarnaast een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een attaché bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

De personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 4, § 2, genieten de loonschaal B3. Daarnaast genieten ze een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

De personeelsleden van niveau 2 bedoeld in artikel 4, § 2, genieten de loonschaal C3. Daarnaast genieten ze een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

Art. 10. § 1. Indien het personeel bedoeld in artikel 4 reeds de hoedanigheid bezit van statutair of contractueel personeelslid van de diensten van de Regering of van een openbare instelling onderworpen aan het decreet van 22 januari 1998 met inbegrip van de personen die reeds in functie zijn in het Commissariaat voor administratieve vereenvoudiging of in de cel "Wall on Line", wordt het ofwel ter beschikking gesteld, ofwel, in dienst genomen in het kader van een nieuw arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur of voor een duidelijk bepaald werk.

§ 2. Met uitzondering van de personen die aangewezen zijn om de in artikel 4, § 1, bedoelde ambten uit te oefenen en van wie de loonschaal overeenstemt met de rang die hun is toegewezen, behouden de contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering of van een openbare instelling onderworpen aan het decreet van 22 januari 1998 op dezelfde manier als de statutaire personeelsleden hun bezoldiging, vermeerderd met de toelage bedoeld in artikel 11.

De in artikel 4, § 2, bedoelde personeelsleden van niveau 1 genieten de loonschaal A6, A6S, A5 of A5S volgens het diploma waarvan ze houder zijn en dat bij de oproep tot de kandidaten vereist is.

§ 3. De geldelijke toestand van de statutaire of contractuele personeelsleden van het Commissariaat die zonder deel uit te maken van de diensten van de Regering toch werken bij een ministerie, een rijksdienst, een andere overheidsdienst, een openbare onderneming bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een openbare instelling, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt als volgt geregeld :

1° indien de werkgever ermee instemt om de wedde verder uit te betalen, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage voorzien bij artikel 11; indien de werkgever de wedde opeist, betaalt het Waalse Gewest die aan de oorspronkelijke dienst terug. Hetzelfde geldt voor het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn in de instelling waar ze oorspronkelijk werkten, eventueel vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage die in de plaats komt van de wedde, vermeerderd met de bijkomende toelage voorzien bij artikel 9.

Art. 11. Er wordt aan de statutaire en contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering of van een instelling onderworpen aan bovenvermeld decreet van 22 januari 1998 een toelage toegewezen die als volgt is vastgesteld :

De commissaris geniet een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een adjunct-kabinetschef bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

De adjunct-commissarissen geniet een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een adviseur bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

De statutaire en contractuele personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, met uitzondering van de commissaris en de adjunct-commissarissen, genieten een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een attaché bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

De statutaire en contractuele personeelsleden van niveau 2+ en 2 bedoeld in artikel 4, § 2, genieten een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een uitvoerend personeelslid bij artikel 12 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004.

Art. 12. De personeelsleden van het Commissariaat mogen geen enkele andere bijkomende vorm van vergoeding genieten behalve de toelagen bedoeld in de artikelen 9 en 11 van dit besluit.

Art. 13. Onverminderd artikel 12 genieten de personeelsleden bedoeld in artikel 4 kindergeld, geboortepremie, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarstoelage of elke andere toelage tegen het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de diensten van de Regering.

Art. 14. § 1. De bepalingen die voorzien zijn voor de leden van het personeel van de Waalse ministeries en openbare instellingen en op wie de Waalse Ambtenarencode van toepassing is voor wat betreft verblijf- en rondreiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen uit dienstoverwegingen en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis van toepassing op de personeelsleden van het Commissariaat.

§ 2. Er kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfskosten toegekend worden aan de personeelsleden bedoeld in artikel 4 ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald in verwijzing naar de vergoedingen voorzien bij artikel 22, § 3, van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004; het bedrag van de vergoeding is gelijkwaardig :

- a) aan de vergoeding van adjunct-kabinetschef voor de commissaris;
- b) aan de vergoeding van adviseur voor de adjunct-commissarissen;
- c) aan de vergoeding van attaché voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2;
- d) aan de vergoeding van uitvoerend personeelslid voor de personeelsleden van niveau 2+ en 2 bedoeld in artikel 4, § 2.

De vergoeding is maandelijks op het einde van de maand verschuldigd en blijft behouden tijdens de afwezigheden die een duur van 30 kalenderdagen niet overschrijden.

Art. 15. De toelagen bedoeld in de artikelen 9 en 11 worden maandelijks op het einde van de maand betaald. De maandelijkse toelage is gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag. Indien de maandelijkse toelage niet geheel verschuldigd is, wordt ze in dertigsten betaald.

Art. 16. In afwachting van de tenlasteneming van het geheel van de bezoldigingen door de begroting van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, wordt delegatie verleend aan de secretaris van de Regering om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van titel 1 van programma 04 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van het personeel bedoeld in artikel 4.

Art. 17. Er wordt delegatie verleend aan de volgende ambthouders ten belope van de bedragen die daarnaast zijn afgedrukt, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aangerekend kan worden op basisallocatie 74.06 van titel II van programma 04 van organisatieafdeling 09 en op basisallocatie 12.08, 12.11, 12.14 en 30.09 van titel 1 en op basisallocatie 74.03 van titel 2 van programma 02 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest alsmede op alle nieuwe allocaties waarin zouden worden voorzien op programma 04 van organisatieafdeling 09 van de begroting van het Waalse Gewest :

- secretaris van de Regering : 31.000 euro;
- commissaris : 5.000 euro.

Art. 18. § 1. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten is belast met de administratieve bijstand in personeelszaken voor het Commissariaat en met afhandeling van de wedden, vergoedingen en toelagen die worden toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4 alsmede met de maaltijdcheques in voorkomend geval. In afwachting van de tenlasteneming van de bezoldigingen van het geheel van het personeel door de begroting van de Minister van Ambtenarenzaken en Openbaar Ambt is de vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten ook belast met het beheer van deze bezoldigingen.

§ 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur en die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van titel 1 van programma 04 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan het personeel bedoeld in artikel 4.

Art. 19. Voorvermelde bepalingen hebben niet als gevolg de ontheffing van de eerste ordonnateur uit zijn macht om alle uitgaven bedoeld in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 20. Het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het Commissariaat voor Administratieve vereenvoudiging wordt opgeheven.

Art. 21. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE